

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Rebais, Tourcoing :
Trois mois 12 f.
Six mois 23
Un an 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT : J. MENEUX

Le Nord de la France :
Trois mois 12 f.
Six mois 23
Un an 44

ANNONCES : 15 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverboeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chapelle ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 9 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 3 MARS 1871

Voir aux dernières nouvelles.

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Bordeaux, 1er mars.

L'Assemblée a ouvert sa séance à une heure. Il régnait une profonde émotion dans la salle et dans les tribunes.

La plupart des dames qui étaient aux galeries étaient vêtues de noir.

Plusieurs protestations contre une cession de territoire sont déposées sur le bureau du président.

M. Victor Lefranc, rapporteur de la commission, lit le rapport, dont les conclusions, unanimement adoptées par la commission, recommandent à l'Assemblée d'accepter les préliminaires de paix soumis par le gouvernement, tels qu'ils sont.

M. Lefranc dit : « La commission ne propose aucun changement. Les négociateurs de la commission ont fait tout leur possible pour améliorer les conditions. Une cession de territoire est douloureuse, mais il faut songer à la situation de Paris et aux menaces de l'ennemi qui oublie si facilement le droit des populations qui occupent une partie de Paris.

Ces douloureux malheurs sont le résultat de causes dont nous ne sommes pas responsables.

D'ailleurs l'Europe s'émeut. On a tenté de nous désarmer, de nous épuiser, c'est ce calcul qui est déjoué.

Pour le présent, il s'agit d'arrêter le fléau. Pour l'avenir, il s'agit de réparer le passé et de ne plus se réfugier dans leésarisme. (Mouvement et murmures.)

La commission a été un instant séduite par l'idée de laisser à l'ennemi la latitude de faire tout ce qu'il voudrait, en référant tout au jugement de l'Europe. Mais avec les lorts de Paris dans les mains de l'ennemi, nos armées désorganisées, nos lignes partout menacées, la commission n'a pas cru devoir recourir à cet acte de désespoir irréparable qui aurait perdu Paris et la France, laquelle l'eût été sans être consultée.

Si vous refusez les préliminaires, c'est Paris occupé, la France entière envahie, et Dieu seul sait quels désastres !

Nous vous conseillons donc de ne pas vous abandonner au parti du désespoir. Quoi qu'il arrive, la France conservera le droit de maintenir sa mission dans le monde. (Protestations ironiques.)

La commission espère que, dans les circonstances présentes, nul ne s'abritera derrière une abstention qui serait la défection d'un devoir et une abdication de responsabilité.

Londres, 2 mars.

L'Office Reuter annonce que le paiement de l'indemnité sera fait en trois versements effectués ainsi :

Un milliard avant la fin de 1871. Deux milliards avant la fin de 1872, deux milliards avant la fin de 1873. L'intérêt à payer portera seulement sur le dernier versement de deux milliards et à partir de la ratification du traité.

500 millions de francs seront déduits du dernier versement, en proportion de la part de la dette publique française, appartenant à l'Alsace et à la partie cédée de la Lorraine. Sera déduite également la valeur du chemin de fer de l'Est.

Il n'y a eu aucune discussion entre MM. Thiers et de Bismark relativement au traité de commerce. Tous les bruits contraires sont faux.

Les préliminaires de paix ont été ratifiés hier par l'Assemblée de Bordeaux à la majorité de 546 voix contre 107. M. Thiers avait adjuré la Chambre de ne pas repousser la responsabilité que lui et ses collègues avaient assumée sans réserve. Les représentants de la France ont entendu ce noble langage, que le premier des rapporteurs de la commission d'examen, M. Victor Lefranc, s'est approprié avec non moins de résolution.

L'Assemblée de Bordeaux a bien mérité de son pays, et l'abnégation dont vient de faire preuve M. Thiers est le digne couronnement de sa vie publique. Dieu sait cependant ce qu'il a dû lui en coûter, pour recommander aux députés de la nation française l'adoption d'une paix, dont son grand âge ne lui permettait peut-être pas de voir tous les désastres réparés. L'énergie qui lui a permis de lancer cet adjuration suprême l'avait trahi au moment de la lecture des dures conditions de la paix, et c'est M. Barthélémy Saint-Hilaire qui a été obligé de suppléer l'illustre homme d'Etat, que ses forces abandonnaient.

Nous trouvons dans le rapport de M. V. Lefranc la confirmation d'un fait que nous avons annoncé il y a quelques semaines, et qu'il est intéressant de noter pour l'histoire de ces douloureuses délimitations. La commission d'examen des préliminaires de paix a eu un moment la pensée de laisser l'ennemi faire ce qu'il voudrait et de s'en référer au jugement de l'Europe. Elle a résisté à cette tentation, qui ne l'eût dégréée d'une pénible responsabilité qu'au prix des grands périls pour la France et pour Paris. Elle a su faire son devoir, comme l'ont fait le gouvernement et la grande majorité de l'Assemblée. Adressé cette épreuve, la France est sûre qu'elle peut compter sur ses représentants.

Un train spécial attendait l'instrument de ratification, revêtu des signatures des membres du bureau, pour le porter immédiatement à Versailles. Ce document sera arrivé trop tard pour éviter comme on semblait l'espérer jusqu'au dernier moment, l'entrée des Allemands

à Paris; mais cette hâte patriotique aura du moins pour effet d'abrèger de beaucoup cette occupation. Celle-ci ne durera par le fait que quarante-huit heures; si les préliminaires de paix, sont exécutés à la lettre. — (Nord)

An milieu de leurs succès, les Allemands se sont montrés sans merci pour leur ennemi vaincu, et ils ont oublié de compter avec l'avenir, pour ne penser qu'à leur triomphe momentané, et pour satisfaire l'esprit de rapacité que leur ont légué des Teutons.

Ceux qui ont si souvent soutenu cette thèse que l'Allemagne était le foyer des idées libérales et la source des principes les plus étendus de civilisation, doivent aujourd'hui avoir perdu toute illusion à ce sujet.

Ne reconnaissent-ils pas que les théories de Blucher, de mettre la France à feu et à sang, sont plus vivaces que jamais, et que le peuple qui prétendait être à la tête des idées philosophiques et de réforme, n'est, en pratique qu'un ennemi sanguinaire, qui ne recule devant aucun excès pour satisfaire sa convoitise, son ambition ?

Après avoir imposé à l'Assemblée nationale des préliminaires d'un traité, dont les conditions sont si exorbitantes qu'elles assurent presque la ruine d'un pays, ils ont insisté pour humilier toute une population qui a si vaillamment combattu et qui ne s'est rendue qu'à la famine : ils sont entrés en conquérants dans une capitale que leurs canons n'ont pu réduire ; ils sont venus insulter ainsi une nation affaissée sous le poids de ses désastres, sans se rappeler que, dans toute lutte, c'est une lâcheté que de frapper encore l'athlète tombé.

L'Alsace, la Lorraine, Metz, Thionville, Longwy, trois millions de sujets annexés à l'empire, cinq milliards de francs, le tiers des départements dévastés, ruinés par l'invasion, des milliers de victimes innocentes errant sans asile, sans ressources, la destruction partout : tout cela n'a pas suffi pour arrêter les prétentions du vainqueur ; il a fallu encore qu'il frappât d'un dernier coup celui qui est terrassé, et qu'il l'abreuvât d'humiliation au détriment même de sa propre cause dans l'avenir.

Jamais, peut-être, la haine ne fut poussée plus loin, et l'esprit de rancune ne fut moins dissimulé.

Le grand peuple, le peuple français, a vu la mémoire de Guillaume à l'exécution, et l'Europe entière aura accordé ses sympathies à la nation vendue parla lâcheté des puissances neutres. Mais le péril qui menace ces puissances est imminent. Elles seront débordées et forcées de sacrifier leur prospérité, leur industrie, leurs intérêts privés, pour ne se préoccuper que de préparatifs de guerre.

L'entrée des Allemands dans Paris, leurs prétentions insatiables, les excès qu'ils n'ont cessé de commettre, ne sembleraient avoir qu'un seul but : irriter

le vaincu et le forcer à reprendre les armes.

Ils veulent établir la guerre à outrance entre les deux nations; ils vont même plus loin; ils veulent garder une attitude menaçante envers l'Europe, empêcher le développement de la liberté, étouffer tous les germes de civilisation, et inaugurer une ère nouvelle de despotisme militaire.

Les Prussiens ont tenu à humilier par leur présence la grande cité qui représente la grandeur de la France qui renferme le souvenir de ses gloires, qui a été associée à tous les grands événements de son histoire.

La métropole des lettres et des arts, le centre de la civilisation moderne, des grandes aspirations, la résidence habituelle de tout ce que l'Europe possède d'illustre, n'a pas été épargnée; l'humiliation qu'on lui fait subir à ses habitants ne sera jamais oubliée.

La dignité, le calme des Parisiens pendant cette terrible crise, formeront un contraste frappant avec cette résolution bien arrêtée, de la part du vainqueur, de jeter une dernière insulte à une nation fière, dont l'infortune méritait le respect. Les Français pourront-ils jamais effacer de leur esprit qu'on s'est montré pour eux sans trêve et sans merci ? Etait-il nécessaire d'augmenter encore l'héritage de haine et de colère légué par cette lutte formidable, par cette guerre d'extermination ?

On parle encore de la visite que M. Thiers aurait faite à Guillaume ; et l'on regrette que l'éminent homme d'Etat ait cru pousser aussi loin le courage patriotique. L'utilité de cette visite est d'ailleurs fort contestable. La seule expérience de M. Thiers ne lui disait-elle pas qu'aucune considération ne pourrait prévaloir contre le parti pris, et surtout contre les prétentions orgueilleuses de la Prusse ? — D'ailleurs, M. Thiers devait savoir que Guillaume ne décide rien et il a pu se convaincre une fois de plus de la complète nullité de cet empereur de contrebande.

Le 1er mars 1871 restera éternellement, comme le 31 mars 1814, dans les plus tristes souvenirs de Paris.

Coincidence étrange, c'est le premier jour et le dernier jour du mois de mars qui rappellent pour Paris les deux dates les plus néfastes des deux invasions !

Mais en 1815, Paris n'avait aucune fortification, et ses seuls défenseurs étaient les gardes nationaux, quelques officiers blessés, des soldats invalides, des jeunes gens des écoles militaires, commandés par l'héroïque maréchal Moncey.

Cependant la bataille dura toute la journée du 30 mars, et ce n'est qu'après des prodiges de valeur que, le 31 mars, Paris fut obligé de capituler et d'ouvrir ses barrières aux Prussiens et à leurs alliés.

Le dernier siège de Paris a duré 132

jours, du 17 septembre, commencement de l'investissement, jusqu'au 28 janvier, jour néfastes de la capitulation, après une défense qui sera un éternel honneur pour cette courageuse population de deux millions d'âmes, qui a supporté avec tant de courage les dangers du siège, le bombardement, les privations et les combats, et qui a cédé qu'à la famine.

Cette date du 1er mars était déjà une date néfaste pour la France, car elle lui a fait subir la seconde invasion des alliés en 1815 et par suite leur deuxième entrée dans Paris, le 6 juillet.

C'est en effet le 1er mars que Napoléon I^{er} débarqua près de Cannes, pour tenter une restauration impériale qui le fit arriver à merveilleusement aux Tuileries, le 20 mars, mais qui devait si tristement à la France, en lui faisant aussi subir cent jours d'angoisses et en l'emprisonnant dans le désastre de Waterloo, le 18 juin.

Si les clauses du traité de Versailles sont fidèlement exécutées par les Prussiens, la ratification des préliminaires de la paix par l'Assemblée va mettre fin à l'occupation temporaire.

Il faut donc espérer que Paris sera bientôt délivré de l'immense douleur qu'il ressent en ce moment si cruellement.

La population comprendra bien certainement combien il est important à tous les points de vue, de ne donner à l'ennemi aucun prétexte de prolonger son occupation.

La France n'a-t-elle donc pas assez de souvenirs dans son histoire pour la consoler de ses revers présents ? Ne sait-elle pas que tôt ou tard, dans l'avenir, elle recevra pour ces humiliations toutes les satisfactions qu'elle a le droit de réclamer ?

Une nation comme la France a le devoir de souffrir en silence ce qu'il est de toute impossibilité d'empêcher ; car elle sait qu'elle aura quelque jour le pouvoir de regagner le terrain qu'elle a perdu, de reprendre son rang parmi les nations, et d'avoir raison d'un ennemi qui se sera montré implacable dans l'abus de sa force.

Paris, 4^{or} mars.

C'en est fait. Les préliminaires de paix sont signés et les Prussiens vont entrer dans Paris et occuper l'un de ses quartiers, jusqu'à conclusion définitive de traité par l'Assemblée nationale.

J'ai à ce sujet quelques détails rapides mais très-exacts à vous donner.

Les exigences des Prussiens étaient inimaginables. Les on-dit venus de l'Allemagne, n'étaient pas au-dessus de la vérité. Dès le commencement des négociations, M. de Bismark les fit connaître à M. Thiers : il s'agissait de l'Alsace et de toute la Lorraine, jusqu'à Nancy inclusivement, de la colonie de Pondichéry, d'une partie de la flotte, d'un traité de commerce et d'une indemnité de sept milliards cinq cents millions. L'entrée à Paris, sans conditions, comme en une place de guerre livrée à la merci du vainqueur, faisait aussi partie de ce programme, où, vous le voyez, rien n'était oublié

devant son devoir; en ce moment, il fait une chose qu'aucun homme n'a jamais faite, et qui surpasse en héroïsme les exploits de Duplex, du bailli de Suffren et de Surcouf. . .

— Et que fait-il ? demande Vandrusen étonné.

— Ce qu'il fait ! reprit Paul ; ah ! tu me demandes ce qu'il fait ! Tu le sais, Vandrusen.

— Eh bien ! dit le jeune colon hollandais, il va payer la rançon de Despremonts aux pirates de Timor.

— Par Notre-Dame de la Mer ! dit Paul en se croisant les mains au-dessus de sa tête, ce n'est donc rien, cela ! le comte Raymond aime madame . . . tu le sais !

— Oh ! il l'aime bien ! c'est vrai, remarqua Vandrusen.

— Bon ! reprit Paul, et il part, en vrai gentilhomme qu'il est, pour délivrer le comte Despremonts et le ramener chez sa femme ! . . . Oh ! vois-tu, Vandrusen, j'aimerais mieux prendre tout seul une frégate anglaise à l'abordage ! . . . Tu ne comprends pas cela, toi, Vandrusen ! tu as un caractère tranquille : tu as vu la comtesse Aurora, et, au moment de l'almirer, tu as dit : « Ne l'aimons pas ! » Il y a des hommes qui font de leur cœur ce qu'ils veulent; ils le brûlent ou ils l'éteignent à volonté. Moi, je suis d'une autre race. Tant-pis ! je ne pourrais pas soutenir en face la vue de Despremonts, j'ai même la jalousie du passé . . . je ne puis pas t'expliquer cela clairement . . . tu ne

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX, DU 4 MARS 1871.

— 36 —

LES DAMNÉS

DE L'INDE

PAR MERY

DEUXIÈME PARTIE

II

SUITE

Les saintes amitiés du désert se manifestèrent alors dans leurs effusions les plus touchantes; à voir les larmes couler sur ces visages de toutes nuances, on aurait dit que tous ces hommes étaient frères et formaient la même famille. C'est que dans les moments solennels de la vie, les faces des trois enfants de Noël se ressemblent toutes par le cœur.

Paul n'osait pas reprocher aux colons la mort du pauvre éléphant ; il accepta leur dévouement comme un service signalé, et leur laissa croire que leurs dix balles si adroitement lancées comme par une seule main, venaient de lui sauver la vie. Il eût été trop cruel de les désabuser, car ils paraissaient triomphants et radieux de bonheur.

Vandrusen, nature ordinairement calme, élevait une voix joyeuse qui dominait toutes les autres, et, dans une sorte de délire, il disait à Paul :

— Ah ! j'ai bien conduit l'opération ! je m'en flatte ! il ne fallait pas hasarder un seul coup, ni même deux ou trois ; il fallait surtout attendre le moment où la bête s'éloignerait un peu de toi ; nous courions la chance de tuer notre Paul en voulant le sauver. Quand j'ai vu cet imbécile d'éléphant mettre quatre pieds d'intervalle entre lui et toi, oh ! alors, j'ai fait signe à tous les amis : c'est le moment. Droit à l'oreille et feu partout !

Paul serrait les mains de Vandrusen et donnait quelques larmes au pauvre éléphant. Mais il eut beaucoup de peine à cacher à tous un véritable désespoir, lorsque, s'adressant à Vandrusen et lui demandant s'il n'y avait pas une source d'eau vive dans le voisinage, il obtint cette réponse :

— Oui, la source du bon ; elle est là.

Et le doigt de Vandrusen désignait un rocher dans la direction qu'avait prise l'éléphant.

Il y a des larmes au fond de toute chose; Paul fut saisi d'un attendrissement extrême en donnant un dernier regard au cadavre de ce noble quadrupède, dont la destinée avait été humaine : il était la victime d'une bonne action.

Une réflexion de Strimm fit précipiter le pas aux colons.

— Cet éléphant n'est pas seul, dit-il ; lorsque les autres flaireront de loin le sang de celui-ci, ils arriveront au vol, comme des tigres, et nous ne serons pas les plus forts.

On approuva Strimm et on partit, au pas de course, pour l'habitation.

Paul se réconcilia volontiers avec la vie, en voyant autour de lui tant d'amis que sa mort aurait désolés. Celui qui se tue doit avoir acquis la certitude qu'il n'est aimé de personne. Le suicide est aussi l'acte d'un égoïsme désespéré.

Pourtant sa joie paraissait fausse au milieu de la joie franche des autres, et Vandrusen, qui n'admettait pas la rencontre de l'éléphant, à la vallée de la Mort, comme l'accident fortuit d'une promenade, entraîna Paul à l'écart et provoqua une confiance avec son autorité d'ami et de chef d'habitation. Paul était trop faible pour résister à des instances amicales, ou pour dissimuler : il avoua tout, et Vandrusen profita de l'émotion de l'heure pour exiger de Paul un serment inviolable et dont il lui dicta les termes. Paul jura, par la vie de sa

mère, qu'il n'accepterait désormais la mort que de la volonté de Dieu.

Mais, cette concession faite à l'amitié de Vandrusen, Paul devint exigeant à son tour.

— Ami, lui dit-il, avec un sentiment de tristesse inexprimable, je consens à vivre, car j'ai un grand crime à expier envers Dieu et envers mes compagnons du désert; mais je ne réparerai plus devant Surcouf, que j'ai trahi, ni devant le comte Raymond. . . Il me serait impossible de soutenir le regard de ces deux hommes. . . Je mourrais de honte à leurs pieds. . .

— Ce sont des faiblesses d'enfant . . . interrompit Vandrusen. . .

— Non, Vandrusen ; ce sont les remords d'un homme. . .

— Mais, mon cher Paul, Surcouf te connaît ; il n'éleva aucun doute sur ton courage ; il ne te donne pas le nom de déserteur. Surcouf est un marin rigide, mais juste, qui en ce moment sait la folle histoire de ton amour, et qui te plaint. Tu t'exagères la faute, mon cher Paul ; un ami sera toujours moins sévère que toi.

— C'est possible, dit Paul, mais il est bien triste d'avoir besoin l'indulgence de ses amis.

— Quant au comte Raymond, poursuivait Vandrusen ; celui-là te comprend mieux que personne, il aime ce que tu aimes, et son désespoir est le tien. . .

— Oui, interrompit Paul, mais ce noble comte Raymond, il n'a pas reculé